



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain de Montpellier (quartiers Mosson et Cévennes) - Convention de cofinancement Montpellier Méditerranée Métropole / Caisse des Dépôts et Consignations - Missions d'ingénierie - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le quartier de la Mosson et la copropriété des Cévennes à Montpellier ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), pour bénéficier du nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU).

Ainsi, la signature le 16 décembre 2016 du protocole de préfiguration du nouveau projet à concevoir, volet urbain du contrat de ville métropolitain, a marqué une étape importante dans la poursuite du processus de réinvestissement urbain de ces deux quartiers. Ce protocole recense les études à engager pour aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain, qui déterminera les conditions de mise en œuvre opérationnelle du projet arrêté et le partenariat financier sur chacun des deux quartiers identifiés par l'ANRU :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU) : Sud Grand mail et Tritons ;
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR : programme de renouvellement urbain d'intérêt régional) : copropriété des Cévennes.

Le programme d'études dont l'aboutissement est prévu d'ici la fin de l'année 2018, permettra à Montpellier Méditerranée Métropole, à la Ville et leurs partenaires, de faire émerger un projet de rénovation renouvelé au regard des enjeux d'intégration de ces deux quartiers au sein du territoire métropolitain tant sur le plan économique que social.

La Caisse des Dépôts et Consignations, acteur historique de la politique de la ville et du renouvellement urbain, intervient sur les volets développement économique et développement urbain des contrats de ville. Dans le cadre du protocole de préfiguration du nouveau projet de rénovation urbaine, la Caisse des Dépôts participe au financement d'études portant à la fois sur le quartier de la Mosson et le quartier des Cévennes.

Ainsi, la Caisse des Dépôts participe à hauteur de 50% pour les deux études portant sur le volet développement économique :

- étude sur le potentiel économique et la programmation économique et commerciale du quartier de la Mosson,
- étude commerciale sur la copropriété des Cévennes.

Elle finance par ailleurs, à hauteur de 25% aux côtés de l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat), six Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) engagés sur les Cévennes et la Mosson :

- 2 POPAC sur le périmètre de l'ensemble immobilier des Cévennes,
- 4 POPAC sur 8 copropriétés de la Mosson (résidences Pic St Loup, Espérou, Hortus, Font del Rey, Bonnier de la Mosson, Plein Ciel, Terrasses des allées des bois, résidence du Lac 2).

Au titre de ces participations financières, Montpellier Méditerranée Métropole doit conclure une convention avec la Caisse des Dépôts pour définir les modalités pratiques de versement.

Le coût total des missions d'ingénierie objet de la convention, représente 1 080 000 € HT, dont les participations financières sont les suivantes :

- 290 000 € pour la Caisse des Dépôts ;
- 290 000 € pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 500 000 € pour l'ANAH.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations visant à préciser les conditions pratiques et financières à la réalisation des études précitées,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31415-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.